

Pau, le 21/11/2018

Communiqué du snesup-UPPA



Non aux « chaperons » saoudiens à l'UPPA :

l'Arabie Saoudite ne doit pas nous dicter ses lois !

Une convention d'accueil entre Campus France et l'UPPA, concernant cinq étudiantes d'Arabie Saoudite, a été présentée en Conseil d'administration, le 15 novembre dernier. Suite à l'intervention du SNESup, le CA de l'UPPA a voté à l'unanimité contre le texte de la convention (suivre le lien pour lire la convention). En effet, sous couvert de « *spécificités culturelles* », la convention dénoncée prévoit que les étudiantes soient accompagnées par des « *chaperons* » tout le long de leurs cursus en France. Il convient de préciser qu'en Arabie Saoudite, c'est au « *chaperon* » que revient le droit d'autoriser, ou non, les femmes à sortir, étudier, travailler, voyager...

Ainsi peut-on lire dans la convention :

« Spécificités culturelles : **Pratique de la religion, les femmes seront accompagnées de chaperons*** et certaines de leur(s) enfant(s), public attendant une formation sur mesure, ainsi que l'acquisition de divers savoir-faire et savoir-être. »

Le devis établi par l'IEFE (Institut d'Etude du Français pour les Etrangers) pour les prestations détaillées dans le protocole d'accueil, s'élève à 81 850 euros.

La convention, en reprenant à son compte le terme de « *chaperons* », reconnaît par là-même leurs rôles et statuts, en lien direct avec une certaine « *pratique de la religion* ».

Il est évident que ce genre de convention est contraire aux valeurs universitaires (laïcité, égalité...) mais au-delà du campus, la notion même de chaperon infantilisant la femme et bafouant ses droits fondamentaux est incompatible avec les lois de la République et doit être dénoncée.

La convention est actuellement étudiée par les services juridiques de l'UPPA afin d'être modifiée. Le Snesup veillera à ce que les principes fondamentaux d'égalité femmes-hommes et de laïcité soient respectés au sein de notre établissement.

* C'est nous qui soulignons